



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

**Trente-troisième session**

**Rome (Italie), 9-13 mai 2016**

**ALLOCUTION DE LA PRÉSIDENTE  
DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE**

Monsieur le Ministre de l'agriculture du Liban,  
Monsieur le Directeur général de la FAO,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Président indépendant du Conseil,  
Mesdames et Messieurs les délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement honorée de m'adresser à vous aujourd'hui, en tant que Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), dans le cadre de la Conférence régionale de ma région, pour vous faire part des toutes dernières réalisations du CSA, ainsi que des activités que nous comptons entreprendre dans les prochains mois.

Je suis fière de pouvoir affirmer que, depuis la réforme entreprise en 2009 pour faire du CSA un organe plus efficace et plus inclusif en le dotant d'une structure multisectorielle et multipartite, le Comité a obtenu nombre de résultats notables.

Lors du bref récapitulatif que je me propose de faire au sujet des quarante et unième et quarante-deuxième sessions du Comité, je vous invite à réfléchir aux activités du CSA qui revêtent un intérêt particulier pour notre région et pour vos pays respectifs et à la mise en œuvre des recommandations et des directives du CSA à l'appui des politiques nationales relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la région Proche-Orient. J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour vous présenter le Programme de travail du CSA pour 2016-2017 et pour encourager les représentants des diverses parties prenantes de la région à participer activement aux activités que mènera le Comité au cours des deux prochaines années.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

Grâce à l'engagement et aux efforts dont a fait preuve sans compter ma prédécesseure, M<sup>me</sup> Gerda Verburg, le Comité a accompli des avancées importantes au cours du précédent exercice biennal, la plus remarquable étant l'approbation des *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires* et du *Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées*.

Dans notre région, de nombreux pays sont des importateurs nets de denrées alimentaires. Il faut que des investissements importants soient faits rapidement dans l'agriculture et les systèmes alimentaires pour garantir durablement la sécurité alimentaire et de bonnes conditions nutritionnelles. Mais ce n'est pas seulement d'investissements dont nous avons besoin: il faut que ces investissements soient soigneusement conçus et mieux ciblés, de telle manière qu'ils profitent aux personnes qui en ont le plus besoin! À l'évidence, les financements publics ne sauraient suffire à réunir un fonds suffisant. Le secteur privé est le principal investisseur et il en fournira la part la plus importante. Cette semaine, j'ai participé à un atelier organisé par la FAO à l'intention du secteur des entreprises pour mieux informer celles-ci et les inciter à adopter les principes du CSA en matière d'investissement responsable dans l'agriculture. Il faut par ailleurs que les entrepreneurs de la région Proche-Orient comprennent en quoi ils ont intérêt à adhérer à ces principes.

Indiscutablement, les conflits et les crises prolongées restent les principales causes de l'insécurité alimentaire dans notre région. La Syrie, l'Iraq, le Yémen, la Palestine sont les pays qui accusent les taux les plus préoccupants d'insécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Mais c'est la région dans son ensemble qui est touchée, car la mobilité des personnes pèse sur la capacité d'un pays de nourrir toute la population à l'intérieur de ses frontières. Le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées jette une passerelle entre les interventions humanitaires et les activités d'aide au développement et propose des principes fondés sur l'expérience acquise qui sont utiles pour affronter les manifestations de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation et en combattre les causes fondamentales dans le contexte des crises et des situations d'urgence prolongées. C'est le message que je transmettrai lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire qui aura lieu en Turquie en mai prochain, et j'espère que je pourrai compter sur chacun d'entre vous pour y faire écho.

Toutes les parties prenantes sont dès à présent vivement encouragées à donner suite aux recommandations émanant de ces deux documents. Nos gouvernements les ont approuvées et il appartient à chacun de nous de les appliquer dans nos politiques et dans nos programmes.

Les participants à la quarante et unième session du CSA ont approuvé en séance plénière deux séries de recommandations sur les politiques à suivre, recommandations scientifiquement fondées sur les rapports du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE). Les recommandations en matière de politiques sur la pêche et l'aquaculture durables et sur les pertes et gaspillages alimentaires revêtent une pertinence pour votre région à plusieurs titres.

La quarante-deuxième session du CSA a marqué le début de notre travail dans un certain nombre de nouveaux domaines. À sa dernière session, le Comité a décidé de placer l'accomplissement des objectifs de développement durable (ODD) au cœur de son travail. L'un des aspects les plus remarquables du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est son caractère universel: il s'applique en effet à tous les pays, qu'ils soient en développement ou développés, et à tous les acteurs. En tant que plateforme réunissant le plus large éventail de parties prenantes à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le CSA a déjà été cité comme référence à maintes reprises. Un groupe de travail sur les ODD a été créé et vos représentants à Rome sont en train de réfléchir au rôle que pourrait jouer le CSA – auprès des pays et en tant que plateforme de discussion efficace, inclusive et multidisciplinaire – dans la mise en œuvre des ODD et du Programme de développement à l'horizon 2030.

Suite à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, le Comité a décidé de redoubler d'efforts pour combattre la malnutrition sous toutes ses formes, notamment grâce à un examen approfondi de la relation entre nutrition et systèmes alimentaires. Pour s'acquitter de ce mandat, le Comité a demandé au Groupe d'experts de haut niveau d'élaborer pour 2017 un rapport sur la nutrition et les

systèmes alimentaires et il a créé un groupe de travail dont le rôle est de déterminer la meilleure manière de faire progresser le programme de travail sur la nutrition au sein du Comité.

Un forum de haut niveau sur l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés a eu lieu en juin 2015. Les participants à ce forum se sont penchés sur les incidences politiques et sur les éventuelles solutions à certaines des difficultés auxquelles se heurtent les petits exploitants lorsqu'ils cherchent à établir des liens avec les marchés, solutions qui pourraient consister notamment à favoriser les systèmes de crédit et à développer l'infrastructure à l'intention des petits producteurs, ou encore à faciliter la diversification de la production afin d'améliorer la résilience face au changement climatique et aux flambées des prix. Le mois prochain, nous tâcherons d'esquisser des recommandations qui soient susceptibles d'aider les petits exploitants à surmonter les obstacles et à exploiter au maximum les opportunités offertes par les chaînes de valeur. Nous espérons approuver ces recommandations lors de la quarante-troisième session du CSA en octobre.

Le CSA envisage de se pencher sur deux autres questions urgentes: l'urbanisation et les transformations des zones rurales, d'une part, et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, d'autre part. En outre, le Groupe d'experts de haut niveau a été chargé de rédiger un rapport sur le développement agricole durable, y compris l'élevage, pour 2016, et un rapport sur l'exploitation durable des forêts, pour 2017. Le CSA se fondera sur ces deux rapports pour formuler de nouvelles recommandations sur les politiques à suivre.

Au cours de l'année 2016, le CSA sera soumis à une évaluation externe indépendante, qui permettra d'en évaluer l'efficacité depuis la réforme de 2009. Cet examen détaillé des activités et du modèle du CSA arrive à point nommé – six ans après la réforme du Comité – car il permettra de déterminer comment le CSA peut continuer à évoluer et à s'améliorer afin d'être encore plus pertinent et réactif pour relever les défis d'aujourd'hui.

Comme vous le voyez, notre programme de travail est intense; il aborde des questions difficiles qui appellent des solutions mondiales. Dans le monde, 790 millions de personnes souffrent encore de faim chronique, dont un grand nombre dans notre région. C'est pour elles que nous devons poursuivre notre mission, pour nous assurer que chacun puisse jouir de son droit à l'alimentation et à la nutrition. C'est pour ces hommes et ces femmes que je suis là aujourd'hui; pour vous demander de m'aider à faire connaître le travail du CSA et les résultats considérables auxquels nous pouvons parvenir si nous travaillons ensemble. Le CSA est fermement déterminé à rassembler les différentes parties prenantes de toutes disciplines, de toutes origines et de tous horizons, et nous ferons tout notre possible pour repousser les limites de notre champ d'action et pour favoriser la collaboration, la participation et l'adhésion des différents acteurs aux niveaux local, national et régional.

Toutefois, nous sommes tous conscients que la conduite à bon terme de notre programme audacieux et riche ne sera possible que grâce à l'engagement permanent de l'ensemble des membres du CSA. En ma qualité de Présidente du CSA, je tiens à remercier vos pays pour les contributions que vous avez apportées jusqu'à présent et je saisis l'occasion pour appeler vos gouvernements à prêter une aide financière supplémentaire s'il leur est possible de le faire.

Pour conclure, j'émet le vœu que l'appel du Secrétaire général des Nations Unies – «ne laisser personne de côté» à l'horizon 2030 – devienne notre devise pour les années à venir. Si nous y parvenons, je peux vous assurer que la sécurité alimentaire et la nutrition seront à la portée de tous. Alors mettons-nous au travail sans attendre. Le voilà, l'avenir que nous souhaitons!

Je vous remercie de votre attention.